

UNION INTERPARLEMENTAIRE -UIP
COMPTE RENDU DU PREMIER SOMMET PARLEMENTAIRE MONDIAL
SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME
ORGANISÉ A VIENNE
LE 9 SEPTEMBRE 2021

L'Union interparlementaire a organisé, en partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), le bureau des Nations Unies de Lutte contre le Terrorisme (BLT) et le parlement autrichien, le Premier sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme, le 9 septembre 2021, à Vienne, à l'Austria Center Vienna.

Ce sommet a été précédé, le 8 septembre, de la huitième réunion du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui a pris connaissance des préparatifs du sommet, de son programme de travail à venir et de sa situation financière.

M. Robert del PICCHIA a participé à ces deux réunions en qualité de membre du groupe consultatif de haut niveau.

Le premier sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme a été introduit par les allocutions liminaires de M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil national autrichien, et de M. Duarte Pacheco, président de l'UIP. Les débats ont été précédés par les discours introductifs de Mme Ghada Fathi Waly, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directrice générale de l'ONUDC, de M. Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé de la lutte contre le terrorisme, et de M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP.

Le sommet s'est articulé autour de trois séances :

-Séance 1 : Réponse parlementaire pour soutenir les victimes de terrorisme ;

-Séance 2 : Rôle des parlementaires dans la prévention du terrorisme, de la radicalisation et des discours de haine ;

-Séance 3 : L'appel en faveur du Sahel.

M. Robert del PICCHIA est intervenu à deux reprises.

Lors de la séance 2, il a rappelé que le parlement français avait pris la mesure de la menace que constituait pour la société et sa cohésion la prolifération des discours de haine, facilitée par l'internet et les réseaux sociaux. Il a indiqué que le parlement français avait adopté un certain nombre de mesures pour répondre à cette menace dans la loi du 4 août 2021 confortant les principes de la République.

Intervenant lors de la séance 3, il s'est réjoui de ce que le premier sommet parlementaire mondial sur le terrorisme ait choisi de consacrer l'un des trois points de son ordre du jour à un appel en faveur du Sahel, estimant que cette région était devenue, depuis la défaite de Daesh au Moyen-Orient, le nouvel épicode de la lutte contre le terrorisme, menace globale qui dépasse le continent africain, mais dont les principales victimes sont aujourd'hui africaines.

Il a rappelé que si la France était particulièrement engagée dans ce combat, c'était à la demande des Etats de la région, réaffirmée lors de sommets de Pau et de N'Djamena.

Il a également insisté sur l'engagement dans ce combat des pays de la région, le Burkina-Faso, le

Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad qui ont décidé, en 2017, de constituer une force conjointe transfrontalière pour mutualiser leurs efforts, une décision qui a été soutenue par la France et actée par la résolution 2359 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il a également rappelé l'engagement de l'Union européenne dans cette lutte contre le terrorisme au Sahel, y compris sur le plan militaire, avec le lancement en mars 2020 de la Task force Tabuka, à laquelle sont parties 11 Etats européens.

Enfin, il a insisté sur le fait que la lutte contre le terrorisme ne devait pas se limiter à son aspect militaire et sécuritaire, mais qu'il fallait aussi s'attaquer aux racines du terrorisme et pour cela lutter contre la pauvreté par un effort en matière d'emploi, d'éducation, de santé et de réalisation d'infrastructures. Il a indiqué que cette aide au développement s'appuyait sur le G5 Sahel, créé en 2014 et l'Alliance Sahel lancée en 2017 par la France, l'Allemagne et l'Union européenne, qui porte déjà 873 projets pour 17 milliards d'euros.

Il a souhaité que d'autres partenaires puissent se joindre à ce combat global et s'est réjoui de voir l'UIP apporter son appui à cette démarche à travers son appel en faveur du Sahel.